

Instructions de l'APEA aux parents (art. 273 al. 2 et 307 al. 3 CC) – procédure. En l'occurrence, le père, qui purge une peine privative de liberté pour infractions sexuelles graves telles que le viol de la demi-sœur de l'enfant (consid. A.), a demandé à l'APEA de pouvoir exercer des relations personnelles avec son fils (consid. C.c et 1.2). Dans ce contexte, avant de traiter cette question, l'APEA a estimé que l'enfant devait être informé de la situation pénale concernant son père et a donc enjoint la mère de l'informer – par l'intermédiaire d'un service de pédopsychiatrie. Les autorités cantonales du cas d'espèce envisagent cela comme une étape préliminaire à un éventuel droit de visite ultérieur et considèrent que cette information est importante pour le développement de la personnalité de l'enfant, et ce, indépendamment du litige relatif au droit de visite. Dès lors, l'injonction faite à la mère par l'APEA est une décision finale au sens de l'art. 90 LTF et non une décision incidente (art. 93 al. 1 LTF) dans le cadre de la procédure relative à l'exercice des relations personnelles (consid. 1.2).

Idem – rappel de principes et précisions. L'art. 273 al. 2 CC correspond à l'art. 307 al. 3 CC dans le sens où les deux dispositions visent à donner des instructions aux parents en ce qui concerne la prise en charge de l'enfant, si tant est que le bien de l'enfant est menacé et que les parents n'y remédient pas d'eux-mêmes ou ne sont pas en mesure de le faire (consid. 3.3.1 et 3.4.2).

Rappel de jurisprudences sur diverses instructions, interdictions et obligations faites aux parents (gardiens ou non) en application de l'art. 273 al. 2 CC et qui peuvent être de natures diverses, cas échéant assorties d'une menace de peine. A titre d'exemple, les parents peuvent être enjoins de suivre une thérapie pour améliorer la communication ou éviter de placer l'enfant dans un conflit de loyauté, ou de mettre une thérapie en place pour l'enfant. Les contacts avec les enfants peuvent être interdits en dehors du droit de visite, sans la présence d'une personne de confiance ou en dehors de la Suisse. Un parent peut être contraint de déposer ses propres documents de voyage ou ceux de l'enfant, voire de se procurer des visas pour l'enfant afin de permettre l'exercice du droit de visite. L'autorité peut ordonner une action, une omission ou une tolérance concrète pour le bien de l'enfant (consid. 3.3.2).

L'art. 273 al. 2 CC sert spécifiquement à aménager les relations personnelles dans l'intérêt de l'enfant, afin de contrecarrer des déficits parentaux dans la mise en œuvre des contacts (consid. 3.3.1, 3.3.2 et 3.4.1). Le droit d'instruction au sens de l'art. 273 al. 2 CC est lié à une réglementation des relations personnelles par l'autorité ; à défaut d'une telle réglementation, le parent détenant l'autorité parentale ou la garde décide de l'exercice et de l'étendue du droit de visite de l'autre parent (art. 275 al. 3 CC). L'art. 273 al. 2 CC ne peut dès lors pas être utilisé comme base légale pour donner l'ordre d'informer un enfant au sujet de son père, que ce soit en prémisses d'une éventuelle réglementation des relations personnelles ou non (consid. 3.4.1).

En conséquence, le Tribunal fédéral s'est demandé s'il se justifiait *in casu* de donner l'instruction querellée sur la base de l'art. 307 al. 3 CC et a jugé que l'autorité inférieure a confondu, en violation du droit fédéral, la conséquence juridique (la mesure, soit l'instruction donnée à la mère) et l'état de fait de mise en danger (consid. 3.4.2).

Idem – mise en danger de l'enfant. Rappel de principes et précisions. La mise en danger du bien de l'enfant – dont la cause est sans importance – s'évalue selon les circonstances du cas d'espèce ; elle est admise si une possibilité sérieuse d'atteinte au bien-être physique, psychique ou spirituel est concrètement constatée, même si des éléments pronostics doivent régulièrement être pris en compte (consid. 3.3.3).

En l'occurrence, le Tribunal fédéral a indiqué qu'il fallait en premier lieu examiner si l'enfant a déjà atteint la maturité qui présuppose une confrontation avec les raisons de l'incarcération de son père et une réflexion sur ces faits ; tant que ce n'est pas le cas, la renonciation à la divulgation de l'information ne peut pas apparaître comme une mise en danger du bien-être de l'enfant. La réflexion abstraite selon laquelle l'enfant sera de toute façon confronté tôt ou tard à cette

thématique et que ne pas lui en parler ne ferait que repousser la confrontation ne peut pas remplacer à elle seule des constatations concrètes sur la situation personnelle de l'enfant (consid. 3.4.2).

Idem – proportionnalité des mesures. Rappel de principes et précisions. Si le bien de l'enfant est menacé, des mesures proportionnées visant à écarter le danger doivent être mises en place. Une telle ingérence dans les droits parentaux (art. 301 al. 1 CC) doit donc être appropriée, nécessaire et raisonnablement exigible pour faire face à dite mise en danger. La proportionnalité requiert un rapport raisonnable entre but et effet de la mesure envisagée. C'est-à-dire qu'il convient d'examiner quelles seront les conséquences de l'intervention en soi appropriée et nécessaire pour la personne concernée et si l'on peut exiger d'elle qu'elle la tolère (consid. 3.3.3 et 3.4.3). Les mesures prises ne doivent par ailleurs pas remplacer les efforts des parents, mais les compléter (consid. 3.3.3).

En l'espèce, même si la mise en danger de l'enfant n'a pas pu être établie faute d'instruction suffisante (consid. 3.4.2), le Tribunal fédéral estime que la proportionnalité n'aurait de toute façon pas été donnée compte tenu des circonstances du cas d'espèce (consid. 3.4.3). Le Tribunal fédéral a en outre remis en question la possibilité de demander un rapport de l'institution de pédopsychiatrie en cas de non-collaboration de la part de la mère (consid. C.c et 3.4.3), compte tenu du secret professionnel du personnel soignant (consid. 3.4.3).

Besetzung

Bundesrichter Herrmann, Präsident,
Bundesrichter von Werdt, Schöbi, Bovey,
Bundesrichterin De Rossa,
Gerichtsschreiber Monn.

Verfahrensbeteiligte

A.,
vertreten durch Advokatin Isabelle Achermann,
Beschwerdeführerin,

gegen

B.,
Beschwerdegegner,

Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde
U.

Gegenstand

Weisung an Kindsmutter,

Beschwerde gegen das Urteil des Kantonsgerichts

Basel-Landschaft, Abteilung Verfassungs- und Verwaltungsrecht, vom 15. März 2023 (810 22 259).

Sachverhalt:

A.

C., geboren 2012, ist der Sohn der nicht miteinander verheirateten und getrennt lebenden Eltern A. und B. Die Mutter hat die alleinige elterliche Sorge über C. inne. **Der Vater wurde wegen schwerer Sexualdelikte, unter anderem wegen Vergewaltigung von C.s Halbschwester D. (geb. 2001), verurteilt und befindet sich seit 2015 im Strafvollzug, zur Zeit in der Justizvollzugsanstalt V. (AG).**

B.

Nachdem B. im Jahr 2016 bei der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde U. (KESB) ein Gesuch um Wiederaufnahme des persönlichen Verkehrs zu C. gestellt hatte, räumte die KESB ihm mit Entscheid vom 13. Januar 2017 ein begleitetes Besuchsrecht ein und errichtete für C. eine Beistandschaft. Den Antrag der Mutter betreffend eine Einschätzung von C. durch die Kinder- und Jugendpsychiatrie (KJP) W. im Hinblick auf die Umsetzung des Besuchsrechts wies die KESB ab. A. erhob Beschwerde beim Kantonsgericht Basel-Landschaft. Noch während des laufenden Beschwerdeverfahrens verzichtete B. auf das Besuchsrecht, worauf die KESB ihren Entscheid vom 13. Januar 2017 in Wiedererwägung zog und sowohl das begleitete Besuchsrecht als auch die Beistandschaft aufhob (Entscheid vom 8. Mai 2017).

C.

C.a. Am 18. November 2021 verfasste B. ein Schreiben an die KESB, in welchem er sein Interesse an Kontakten mit seinem Sohn bekundete und erneut eine Kontaktaufnahme mit C. beantragte. Von der KESB zur Stellungnahme aufgefordert, liess A. durch ihre Anwältin mit Eingabe vom 24. Januar 2022 erklären, dass sie sich entschieden gegen jeglichen Kontakt des Vaters mit C. wehre und das Gesuch abzuweisen sei. B. hielt an seinem Antrag fest (Schreiben vom 5. April 2022).

C.b. In der Folge teilte die KESB den Eltern mit, dass die Mutter voraussichtlich angewiesen werde, C. durch die KJP W. über seinen Vater aufklären zu lassen, um ihm die Möglichkeit zu geben, sich mit seinem Vater auseinanderzusetzen, und diesem allenfalls ein Besuchsrecht einräumen zu können. B. erklärte sein Einverständnis mit dieser Entscheidung (Schreiben vom 10. Juli 2022). A. teilte mit, dass sie einen Kontakt zwischen dem Vater und C. nach wie vor kategorisch ablehne und es ihre Sache sei, zu beurteilen und einzuschätzen, wie viel sie C. über seinen Vater erzählen wolle (Schreiben vom 21. Juli 2022).

C.c. Mit Entscheid vom 19. Oktober 2022 erteilte die KESB A. folgende Weisung (Ziffer 1) :

"Zum Wohle und im Interesse von C... wird die Kindsmutter gestützt auf Art. 273 Abs. 2 ZGB angewiesen, ihren Sohn durch die Kinder- und Jugendpsychiatrie (KJP) W. über seinen Vater aufklären zu lassen, um ihm die Möglichkeit zu geben, sich mit seinem Vater auseinander zu setzen, damit zu einem späteren Zeitpunkt dem Kindsvater allenfalls ein Kontaktrecht eingeräumt werden kann. Die Kindsmutter wird angewiesen, sich bis am 30.11.2022 bei Dr. E., KJP W., für eine Terminvereinbarung zu melden."

Überdies ersuchte die KESB die KJP W. um Mitteilung, falls die Kindsmutter dieser Weisung nicht Folge leisten sollte (Ziffer 2).

D.

A. legte beim Kantonsgericht Basel-Landschaft, Abteilung Verfassungs- und Verwaltungsrecht, Beschwerde ein und beantragte, die KESB anzuweisen, von der Anordnung einer Aufklärung von C. über seinen Vater durch die KJP W. abzusehen. B., der als Beigeladener Gelegenheit zur Stellungnahme erhielt, liess sich nicht vernehmen. In der Folge wies das Kantonsgericht die Beschwerde ab. Sein Urteil datiert vom 15. März 2023 und wurde A. am 20. April 2023 zugestellt.

E.

E.a. Mit Beschwerde vom 17. Mai 2023 wendet sich A. (Beschwerdeführerin) an das Bundesgericht. Sie stellt das Begehren, das Urteil des Kantonsgerichts aufzuheben, und hält in der Sache an ihrem vor der Vorinstanz gestellten Begehren (Bst. D) fest. Für das bundesgerichtliche Beschwerdeverfahren

ersucht sie um unentgeltliche Rechtspflege. Ihrem Antrag, der Beschwerde die aufschiebende Wirkung zu erteilen, entsprach der Präsident der II. zivilrechtlichen Abteilung mit Verfügung vom 13. Juni 2023.

E.b. Vom Bundesgericht dazu eingeladen, sich zur Beschwerde zu äussern, teilt das Kantonsgericht mit, auf eine Vernehmlassung zu verzichten (Schreiben vom 2. Oktober 2023). Die KESB beantragt, die Beschwerde vollumfänglich abzuweisen, und verweist zur Begründung namentlich auf ihre Stellungnahme an das Kantonsgericht vom 12. Dezember 2022. B. (Beschwerdegegner) hat sich nicht vernehmen lassen. Die Eingaben wurden der Beschwerdeführerin zur Wahrung des rechtlichen Gehörs zur Kenntnis gebracht. Im Übrigen hat sich das Bundesgericht auch die kantonalen Akten überweisen lassen.

Erwägungen:

1.

Das Bundesgericht prüft von Amtes wegen und mit freier Kognition, ob ein Rechtsmittel zulässig ist (Art. 29 Abs. 1 BGG; **BGE 148 IV 155** E. 1.1; **147 I 89** E. 1; **145 II 168** E. 1).

1.1. Der angefochtene Entscheid beschlägt eine Weisung der Kindesschutzbehörde nach Art. 273 Abs. 2 ZGB. Das ist eine Zivilsache (Art. 72 Abs. 1 BGG) ohne Vermögenswert (Urteil 5A_320/2017 vom 17. Oktober 2017 E. 1.1). Das Kantonsgericht ist ein oberes Gericht, das als letzte kantonale Instanz auf Rechtsmittel hin geurteilt hat (Art. 75 BGG). Der angefochtene Entscheid trifft die Beschwerdeführerin in ihren schutzwürdigen Interessen (Art. 76 Abs. 1 BGG).

1.2. Die streitige Weisung erging im Hinblick darauf, dem Beschwerdegegner zu einem späteren Zeitpunkt allenfalls ein Kontaktrecht einzuräumen (s. Sachverhalt Bst. C.c). In diesem Sinn kann das diesbezügliche Gesuch des Beschwerdegegners vom 18. November 2021 (s. Sachverhalt Bst. C.a) als Auslöser für die Weisung vom 19. Oktober 2022 angesehen werden. Trotzdem erscheint die Weisung nicht dergestalt in das vom Beschwerdegegner in Gang gesetzte Besuchsrechtsverfahren eingebettet, dass sie als selbständig eröffneter Zwischenentscheid (Art. 93 Abs. 1 BGG) in diesem Verfahren gelten müsste. Die KESB erklärt ihren Verzicht auf eine Anhörung von C. im Verfahren betreffend die Regelung des persönlichen Verkehrs damit, dass sie das Kind nicht selbst mit dem Wunsch bzw. Antrag seines Vaters konfrontieren will, sondern dies "in einem psychologischen Setting angegangen werden soll". Anstatt - im Rahmen der pflichtgemässen Erforschung des Sachverhalts (Art. 275 Abs. 1 i.V.m. Art. 314 Abs. 1 und Art. 446 Abs. 1 ZGB) - die fachmännische Aufklärung des Kindes durch eine Drittperson selbst zu veranlassen (Art. 275 Abs. 1 i.V.m. Art. 314a Abs. 1 und Art. 446 Abs. 2 ZGB), delegierte die KESB diese Aufgabe an die Beschwerdeführerin. Damit aber erscheint die Aufklärung über den Vater durch die KJP W., die der Beschwerdeführerin von der KESB befohlen wurde, als separates eigenständiges Verfahren, zu dessen Gunsten die weitere Prüfung des Gesuchs des Beschwerdegegners einstweilen zurückgestellt bleiben soll. Das Kantonsgericht selbst stellt denn auch klar, dass ein persönlicher Verkehr zwischen C. und dem Beschwerdegegner von der KESB bisher weder geprüft noch angeordnet worden und die besagte Aufklärung unabhängig vom Streit um das Besuchsrecht für C.s Persönlichkeitsentwicklung sehr wertvoll sei. Der angefochtene Entscheid ist also ein Endentscheid im Sinne von Art. 90 BGG.

1.3. Die Beschwerdefrist ist eingehalten (Art. 100 Abs. 1 BGG). Auf die Beschwerde ist somit einzutreten.

2.

Im ordentlichen Beschwerdeverfahren sind in rechtlicher Hinsicht alle Rügen gemäss Art. 95 f. BGG zulässig. Das Bundesgericht wendet das Recht von Amtes wegen an (Art. 106 Abs. 1 BGG) und prüft behauptete Rechtsverletzungen (Art. 42 Abs. 2 BGG) mit freier Kognition. Es kann eine Beschwerde

daher auch aus anderen als den geltend gemachten Gründen gutheissen oder den Entscheid mit einer Begründung bestätigen, die von jener der Vorinstanz abweicht (Motivsubstitution; vgl. **BGE 140 III 86** E. 2. mit Hinweisen). Was den Sachverhalt angeht, legt das Bundesgericht seinem Urteil die vorinstanzlichen Feststellungen zugrunde (Art. 105 Abs. 1 BGG). Diesbezüglich kann die rechtsuchende Partei nur vorbringen, die vorinstanzlichen Feststellungen seien offensichtlich unrichtig (Art. 97 Abs. 1 BGG), das heisst willkürlich (vgl. **BGE 140 III 264** E. 2.3; **135 III 127** E. 1.5 mit Hinweis), oder würden auf einer anderen Rechtsverletzung im Sinne von Art. 95 BGG (z.B. Art. 29 Abs. 2 BV oder Art. 8 ZGB) beruhen (Urteil 5A_374/2010 vom 9. Juli 2010 E. 1). In der Beschwerde ist darzutun, inwiefern die Behebung der erwähnten Mängel für den Ausgang des Verfahrens entscheidend sein kann (Art. 97 Abs. 1 BGG; **BGE 135 I 19** E. 2.2.2 S. 22).

3.

Anlass zur Beschwerde gibt die der Beschwerdeführerin erteilte Weisung, ihren Sohn durch die KJP W. über seinen Vater aufklären zu lassen (s. Sachverhalt Bst. C.c).

3.1. Das Kantonsgericht erinnert daran, dass das Besuchsrecht in erster Linie dem Wohl des Kindes dienen müsse, seine Regelung jedoch nicht allein vom Willen des Kindes abhängen dürfe, sondern im Einzelfall zu klären sei, warum das Kind gegenüber dem nicht sorgeberechtigten Elternteil eine Abwehrhaltung einnimmt und ob die Ausübung des Besuchsrechts das Interesse des Kindes tatsächlich beeinträchtigen könnte. Es sei allgemein anerkannt, dass die Beziehung des Kindes zu beiden Elternteilen wesentlich ist und eine entscheidende Rolle im Prozess der Identitätsfindung spielen kann. Im Lichte dieser Rechtslage betreffend das Verhältnis zwischen Kindeswohl und persönlichem Verkehr macht sich das Kantonsgericht daran zu prüfen, ob bereits die Aufklärung von C. über seinen Vater - als Vorstufe zu einem allfälligen späteren begleitetem Besuchsrecht - "eine Kindeswohlgefährdung darstellt".

Als Nächstes stellt das Kantonsgericht klar, dass der (im Urteilszeitpunkt) zehnjährige C. im Hinblick auf die sich stellenden Fragen und insbesondere für die Erfassung der daraus langfristig resultierenden Konsequenzen sowohl für seine Beziehung zu seinem Vater als auch für seine eigene Identitätsfindung und Persönlichkeitsentwicklung nicht urteilsfähig sei. Daran ändere auch sein aktenkundiger eigenhändig geschriebener Brief an die Rechtsvertreterin nichts. Früher oder später werde der Moment kommen, in welchem sich C. im Rahmen seiner Persönlichkeitsentwicklung mit der Tatsache auseinandersetzen muss, dass er einen Vater mit einer sehr schwierigen Vorgeschichte hat. Auch werde C. mit zunehmendem Alter eigene Beziehungen ausserhalb des mütterlichen Haushalts aufbauen. Er werde zwangsläufig auf seine Vergangenheit angesprochen und damit auch mit der Beziehung zu seinem Vater konfrontiert werden. Die unbestrittenermassen schwierige und herausfordernde Auseinandersetzung mit der eigenen Abstammung würde durch einen jetzigen Aufklärungsverzicht "lediglich aufgeschoben aber keinesfalls aufgehoben". Ausserdem sei die "professionelle psychologische Aufklärung" unabhängig vom Ausgang des Besuchsrechtsstreits für C.s "nachhaltige Persönlichkeitsentwicklung sehr wertvoll".

In weiteren Ausführungen stellt die Vorinstanz klar, dass sich das zu beurteilende Aufklärungsverfahren noch weit weg von der tatsächlichen Anordnung bzw. Umsetzung von persönlichen Kontakten befinde, weshalb die Beurteilung des Kindeswohls anhand anderer Kriterien vorzunehmen sei und eine Kindeswohlgefährdung nur sehr zurückhaltend angenommen werden dürfe. Dies gelte umso mehr, da je nach Ergebnis des Aufklärungsverfahrens nicht zwangsläufig zwischen direkten physischen Kontakten oder gar keinem persönlichen Kontakt entschieden werden müsse und die konkrete Ausgestaltung eines Besuchsrechts zahlreiche Abstufungen und Varianten zulasse, was C. im Rahmen einer professionellen Aufklärung aus neutraler Perspektive erklärt und aufgezeigt werden könne. Die von der Beschwerdeführerin zitierten Bundesgerichtsentscheide hält das Kantonsgericht für nicht einschlägig, da sie Sachverhalte betreffen, die nicht mit den tatsächlichen Gegebenheiten des konkreten Falls verglichen werden können. Die Beurteilung der Rechtmässigkeit und Angemessenheit einer professionellen Aufklärung eines urteilsunfähigen Kindes hänge vielmehr

von eigenen Kriterien ab und es würden sich andere Fragen stellen als bei der gerichtlichen Überprüfung der Ausgestaltung eines bereits verfügbaren Besuchsrechts.

Gestützt auf diese Erwägungen kommt die Vorinstanz zum Schluss, dass die professionelle Aufklärung zum jetzigen Zeitpunkt "klar im Interesse von C." liege und der Wahrung des Kindeswohls diene. Anders zu entscheiden bedeute, C. zu verunmöglichen, sich ein eigenes Bild über seinen Vater zu machen, und in seinem Kopf das Vaterbild des "behinderten Psychopat[h]en" zu zementieren. Die KESB habe deshalb zu Recht die professionelle Aufklärung von C. angeordnet. Abschliessend ruft das Kantonsgericht der Beschwerdeführerin ihre elterliche Mitwirkungspflicht in Erinnerung und ermahnt sie, im Interesse ihres Sohnes die notwendigen Abklärungs- und Aufklärungsschritte der KESB zu unterstützen beziehungsweise zumindest zu tolerieren und nicht aktiv dagegen zu arbeiten. Sollte sich dies nicht als möglich erweisen, müsste die KESB zur Durchsetzung der behördlich verfügbaren Aufklärung weitere Kindesschutzmassnahmen prüfen.

3.2. Die Beschwerdeführerin rügt eine Verletzung von Art. 273 Abs. 2 ZGB. Bei der Interessenabwägung und der Prüfung der Verhältnismässigkeit gehe das Kantonsgericht viel zu wenig auf die individuelle Situation ein und unterschätze die Gefährdung der Entwicklung von C. durch die Konfrontation mit der brutalen Realität bezüglich der schwerwiegenden Delikte seines Vaters gegenüber seiner Familie. Es habe den Sachverhalt nicht sorgfältig erhoben, indem es lediglich die Kriterien für die Beurteilung des Besuchsrechts aufführe und betone, dass es bei Vorstrafen und Inhaftierung eines Elternteils auf den Einzelfall ankomme, bei der konkreten Beurteilung dann aber verkenne, dass die Prüfung aller aufgeführten Kriterien zwingend zu einem anderen Schluss führen müsste, nämlich dazu, dass die Entwicklung von C., seine Identitätsfindung etc. nur gefördert werden können, wenn er noch möglichst lange von der umfassenden Aufklärung über seinen Vater verschont bleibt. Die Ausführungen in ihrer kantonalen Beschwerde, wonach die Aufklärung für C. in seinem jetzigen Alter eine hohe Belastung sei und seine normale Entwicklung weit mehr gefährde als in irgendeiner Weise positiv beeinflusse, würden überhaupt nicht gewürdigt. Das Kantonsgericht interpretiere Art. 273 ZGB dahingehend, dass sie, die Beschwerdeführerin, unabhängig von ihren Erfahrungen mit dem Beschwerdegegner und den Geschehnissen in der Vergangenheit auf spätere Besuchskontakte hinarbeiten müsse. Die hohe Gefährdung des Kindes durch den drohenden persönlichen Verkehr mit dem Vater blende die Vorinstanz komplett aus und missachte damit auch Art. 274 Abs. 2 ZGB.

Die Beschwerdeführerin insistiert, dass es dem zehnjährigen C. im heutigen Zeitpunkt nicht helfen könne, wenn er die Details oder auch nur die Umstände der Straftaten seines Vaters kennt, der seine (Halb-) Schwester D. aufs Gröbste missbrauchte. Die kantonalen Instanzen würden verkennen, dass dem sorge- und obhutsberechtigten Elternteil bei der Einschätzung des Kindeswohls ein weiter Ermessensspielraum zusteht. Die "generellen Argumente", mit denen das Kantonsgericht die Aufklärung begründe, möchten in vielen Fällen zutreffen. Im vorliegenden Verfahren sei es aber nicht Sinn und Zweck der Gesetzesbestimmungen zum Kindesschutz und zum Kindeswohl, den Zeitpunkt und den Rahmen bzw. Umfang zu bestimmen, wie innerhalb einer Familie mit einer derartigen dramatischen und traumatischen Situation umgegangen wird. Weshalb es gesetzeskonform sein soll, dass eine Behörde besser als die betroffene Mutter beurteilen kann, wann und ob eine professionelle Aufklärung erfolgen soll, sei nicht nachvollziehbar. Sie, die Beschwerdeführerin, setze alles daran, dass C. so normal und so unbelastet wie möglich aufwachsen kann; der entsprechende Ermessensspielraum werde ihr durch das Gesetz zugestanden und dürfe ihr von der Vorinstanz nicht beschnitten werden. Weiter argumentiert die Beschwerdeführerin, es sei kein Grund ersichtlich, weshalb eine Auseinandersetzung mit dem Vater bzw. mit dessen Vorgeschichte zu einem Zeitpunkt erfolgen müsse, in welchem C. gemäss Kantonsgericht "nicht urteilsfähig" ist. Allein die vorinstanzliche Überlegung, dass die Beschäftigung mit der eigenen Abstammung im Falle eines Verzichts auf die Aufklärung lediglich aufgeschoben und nicht aufgehoben würde, reiche nicht aus, um die Aufklärung im heutigen Zeitpunkt als verhältnismässig zu erachten, erst recht nicht, da die Aufklärung nur ein erster Schritt sei und die Anordnung eines begleiteten Besuchsrechts die logische Konsequenz wäre. Die Beschwerdeführerin bestreitet "energisch", dass die Aufklärung als Vorstufe zum späteren

Besuchsrecht im Wohl und Interesse ihres Sohnes liege. Auch wenn C. ohne seinen Vater aufwachse, wisse er doch, dass dieser im Gefängnis ist und die Inhaftierung grundsätzlich mit der Familie zu tun hat; ihn mit Details zu belasten oder ihm gar einen baldigen Kontakt in Aussicht zu stellen und zuzumuten, sei seiner Persönlichkeitsentwicklung "mit Sicherheit nicht förderlich". Erneut verletze die Vorinstanz das Bundesrecht und überschreite ihr Ermessen bei der Sachverhaltsfeststellung. Mit Bezug auf Art. 274 Abs. 2 ZGB argumentiert die Beschwerdeführerin, dass nicht nur die Bestrafung oder Inhaftierung des Besuchsberechtigten wegen eines Delikts gegen das Kind selbst oder gegen den andern Elternteil zur Verweigerung des persönlichen Verkehrs führen müsse. Dasselbe gelte auch im vorliegenden Fall, da der Besuchsberechtigte wegen des wiederholten sexuellen Missbrauchs und der Schändung der Halbschwester des vom Besuchsrecht betroffenen Kindes inhaftiert ist. Die Schlussfolgerung des Kantonsgerichts, dass die professionelle Aufklärung im jetzigen Zeitpunkt gerade wegen dieser Inhaftierung im Interesse von C. sei und dem Kindeswohl diene, tadelt die Beschwerdeführerin als massive Fehleinschätzung und Rechtsverletzung.

Vehement wehrt sich die Beschwerdeführerin schliesslich gegen die im angefochtenen Entscheid enthaltene Drohung, dass sie allenfalls mit weiteren Kindesschutzmassnahmen rechnen müsse. Sie erblickt darin einen Missbrauch und eine Überschreitung des Ermessens sowie eine Verletzung von Art. 273 Abs. 2 ZGB und wehrt sich "mit aller Kraft" dagegen, dass Aussenstehende, selbst wenn es sich um Fachleute handelt, darüber bestimmen, was ihrem Sohn zu welchem Zeitpunkt und in welchem Umfang eröffnet werden soll. Die Frage, wie intensiv sich die KJP W. vorgängig mit dem Vater und dessen Straftaten und Auswirkungen auf ihre Familie auseinandersetzen würde, sei nie angeschnitten oder beantwortet worden. Schon aus diesem Grund würden die angefochtenen Anordnungen weit über die Weisungsbefugnisse gemäss Art. 273 Abs. 2 und Art. 307 Abs. 1 ZGB hinausgehen und seien gänzlich "abzulehnen".

3.3.

3.3.1. Gemäss Art. 273 Abs. 2 ZGB kann die Kindesschutzbehörde Eltern ermahnen und ihnen Weisungen erteilen, wenn sich die Ausübung oder Nichtausübung des persönlichen Verkehrs für das Kind nachteilig auswirkt und wenn eine Ermahnung oder eine Weisung aus anderen Gründen geboten ist. Diese Befugnis entspricht Art. 307 Abs. 3 ZGB (Botschaft über die Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches [Personenstand, Eheschliessung, Scheidung, Kindesrecht, Verwandtenunterstützungspflicht, Heimstätten, Vormundschaft und Ehevermittlung] vom 15. November 1995, BBl 1996 I 159). Laut dieser Bestimmung kann die Kindesschutzbehörde bei einer Gefährdung des Kindeswohls (Art. 307 Abs. 1 ZGB) die Eltern ermahnen, ihnen bestimmte Weisungen für die Pflege, Erziehung oder Ausbildung erteilen und eine geeignete Person oder Stelle bestimmen, der Einblick und Auskunft zu geben ist.

3.3.2. Gestützt auf Art. 273 Abs. 2 ZGB kann dem besuchsberechtigten Elternteil beispielsweise verboten werden, sich dem Kind ausserhalb der Besuchskontakte anzunähern (Urteil 5A_103/2018 vom 6. November 2018 E. 4). Gegenstand einer Weisung kann auch die Auflage sein, das Kind nur in Gegenwart einer Vertrauensperson zu besuchen (Urteil 5C.209/2005 vom 23. September 2005 E. 2.1). Ebenso kann der obhutsberechtigte Elternteil dazu angehalten werden, sich zur Vermeidung einer Entfremdung vom besuchsberechtigten Elternteil einer Therapie zu unterziehen (Urteil 5A_306/2019 vom 29. Januar 2020 E. 7). Sodann können die Eltern im Zusammenhang mit dem Besuchsrecht zu Beratungsgesprächen oder zu einer Gesprächstherapie verpflichtet werden, namentlich zur Verbesserung der Kommunikationsfähigkeit (Urteile 5A_723/2019 vom 4. Mai 2020 E. 6.3.2; 5A_887/2017 vom 16. Februar 2018 E. 5; 5A_522/2017 vom 22. November 2017 E. 4.7.3.2; 5A_457/2009 vom 9. Dezember 2009 E. 4.3, je zum Weisungsrecht nach Art. 307 Abs. 3 ZGB). Auch eine psychologische Begleitung des Kindes kann die Kindesschutzbehörde anordnen (Urteil 5A_411/2014 vom 3. Februar 2015 E. 3.3). In Fällen mit Auslandbezug kann dem besuchsberechtigten Elternteil untersagt werden, mit dem Kind die Schweiz zu verlassen (Urteil 5P.323/2001 vom 13. November 2001 E. 2c), oder es kann von ihm verlangt werden, vor dem

jeweiligen Besuchskontakt seine eigenen Reisepapiere oder diejenigen des Kindes bei der obhutsberechtigten Person oder bei einer Behörde zu hinterlegen (Urteil 5A_830/2010 vom 30. März 2011 E. 5.5 mit Hinweisen). Auch zur Beschaffung von Visa für die Kinder, um dem besuchsberechtigten Elternteil die Ausübung des persönlichen Verkehrs zu ermöglichen, kann ein Elternteil gestützt auf Art. 273 Abs. 2 ZGB verhalten werden (Urteil 5A_7/2016 vom 15. Juni 2016 E. 4). Wie die aufgeführten Beispiele zeigen, geht es bei den - gegebenenfalls strafbewehrten (vgl. Urteil 5A_764/2013 vom 20. Januar 2014 E. 2) - Weisungen verschiedenster Art immer darum, dass das Kindeswohl eine besondere Ausgestaltung des Besuchsrechts erfordert und hierzu ein konkretes Tun, Unterlassen oder Dulden behördlich verfügt wird (MARGOT MICHEL/CHRISTINA SCHLATTER, in: Kurzkommentar Schweizerisches Zivilgesetzbuch, 2. Aufl., 2018, N 17 und 20 zu Art. 273 ZGB; SIMONE GERBER, Kinderschutzmassnahmen im "niederschweligen" Bereich - Möglichkeiten und Grenzen, in: ZKE 2019 S. 275 ff., S. 279).

3.3.3. Als staatliche Eingriffe setzen Massnahmen im Zusammenhang mit dem Besuchsrecht nach Art. 273 Abs. 2 ZGB eine Gefährdung des Kindeswohls voraus und müssen insbesondere auch verhältnismässig sein (Urteil 5A_103/2018 vom 6. November 2018 E. 4.2.2). Das Wohl des Kindes ist nach überkommener Rechtsprechung gefährdet, sobald nach den Umständen die ernstliche Möglichkeit einer Beeinträchtigung des körperlichen, sittlichen oder geistigen Wohls des Kindes vorauszusehen ist. Die Gefährdung kann nur in jedem einzelnen Fall unter Berücksichtigung der Gesamtheit aller Umstände bestimmt werden. Sie muss einigermaßen konkret sein, auch wenn regelmässig prognostische Elemente miteinzubeziehen sind. Dabei ist unerheblich, worauf die Gefährdung zurückzuführen ist; auch auf ein Verschulden der Eltern kommt es nicht an. Die für oder gegen eine Gefährdung des Kindeswohls sprechenden Umstände bzw. deren Nachweis sind Tatfragen, bezüglich derer das Bundesgericht an die vorinstanzlichen Feststellungen gebunden ist (E. 2). Eine - in pflichtgemässer Ausübung des Ermessens zu beantwortende - Rechtsfrage ist hingegen, ob auf der Basis dieser Umstände eine Gefährdung des Kindeswohls zu bejahen oder zu verneinen ist (ausführlich zum Ganzen BGE 146 III 313 E. 6.2.2 mit zahlreichen Hinweisen).

Der Grundsatz der Verhältnismässigkeit verlangt sodann, dass die verfügte Massnahme zur Abwendung der Kindeswohlgefährdung geeignet und erforderlich ist (vgl. Art. 389 Abs. 2 i.V.m. Art. 440 Abs. 3 ZGB). Damit darf der Gefahr insbesondere nicht durch eine weniger einschneidende Massnahmen vorgebeugt werden können (BGE a.a.O. E. 6.2.7 mit Hinweisen). Zur Verhältnismässigkeitsprüfung gehört ausserdem die Zumutbarkeit: Es ist abzuwägen, ob Zweck und Wirkung einer Massnahme in einem angemessenen Verhältnis zueinander stehen, also zu prüfen, welche Folgen der an sich geeignete und erforderliche Eingriff für die betroffene Person haben wird und ob ihm das Dulden dieses Eingriffs abverlangt werden kann (CHRISTIANA FOUNTOULAKIS/DANIEL ROSCH, Einführung in den Kindes- und Erwachsenenschutz, in: Rosch/Fountoulakis/Heck [Hrsg.], Handbuch Kindes- und Erwachsenenschutz: Recht und Methodik für Fachleute, 3. Aufl., 2022, Rz. 23; s. auch BGE 147 I 450 E. 3.2.3 mit Hinweisen). Schliesslich sollen behördliche Massnahmen die elterlichen Bemühungen nicht ersetzen, sondern ergänzen (Grundsatz der Komplementarität; s. etwa Urteil 5A_701/2011 vom 12. März 2012 E. 4.2.1). Das Bundesgericht prüft die Wahrung des Verhältnismässigkeitsprinzips als Rechtsfrage mit freier Kognition (vgl. BGE 142 I 76 E. 3.3; 140 II 194 E. 5.8.2). Hingegen ist es an die tatsächlichen Feststellungen, welche die Vorinstanz ihrem Entscheid zugrunde gelegt hat, gebunden (Art. 105 Abs. 1 BGG; s. oben E. 2).

3.4. Angesichts der dargelegten Vorgaben erweckt der angefochtene Entscheid in der Tat Bedenken, und zwar in mancherlei Hinsicht.

3.4.1. Die umstrittene Weisung stützt sich ausdrücklich - auch in der Formulierung des Rechtsspruchs (s. Sachverhalt Bst. C.c) - auf Art. 273 Abs. 2 ZGB. Allein damit verkennen die kantonalen Instanzen die vom Zivilgesetzbuch vorgegebene Ordnung. Art. 273 Abs. 2 ZGB kommt als gesetzliche Grundlage für die Anordnung, C. über seinen Vater aufzuklären, gar nicht in Frage. Wie soeben erläutert, dienen Weisungen nach Art. 273 Abs. 2 ZGB dazu, den persönlichen Verkehr im Interesse des Kindeswohls

mit Rücksicht auf (besondere) konkrete Umstände auszugestalten, um tatsächlichen oder befürchteten elterlichen Defiziten bei der Umsetzung der Kontakte entgegenzuwirken. Das in Art. 273 Abs. 2 ZGB vorgesehene Weisungsrecht der Kindesschutzbehörde knüpft mithin an eine behördliche Regelung des persönlichen Verkehrs an. Bestehen hingegen - wie hier - noch gar keine behördlichen Anordnungen über den Anspruch auf persönlichen Verkehr, so entscheidet über dessen Ausübung und Umfang nicht die Kindesschutzbehörde, sondern gemäss Art. 275 Abs. 3 ZGB diejenige Person, der die elterliche Sorge oder Obhut zusteht (MICHEL/SCHLATTER, a.a.O., N 1 zu Art. 275 ZGB). Das ist hier allein die Beschwerdeführerin (s. Sachverhalt Bst. A).

Ob und gegebenenfalls in welcher Form das Kontaktrecht des Beschwerdegegners dereinst geregelt sein wird, ist - wie auch die Vorinstanz wiederholt betont - noch ungewiss. Als bloss "Vorstufe zu einem allfälligen späteren (begleiteten) Besuchsrecht", als die das Kantonsgericht C.s Aufklärung explizit verstanden wissen will (s. oben E. 3.1), sprengt die Weisung von ihrem Inhalt her den von Art. 273 Abs. 2 ZGB vorgegebenen Rahmen. Gestützt auf diese Vorschrift stand es der Kindesschutzbehörde nicht zu, der Beschwerdeführerin gewissermassen zur Vorbereitung eines erst noch zu regelnden Kontaktrechts oder im Hinblick auf die Prüfung des Anspruchs auf Regelung desselben Weisungen zu erteilen, nachdem die Zuständigkeit und Verantwortung für den persönlichen Verkehr mit dem Beschwerdegegner bei der allein sorgeberechtigten Beschwerdeführerin liegt. In diesem Sinn ist der Beschwerdeführerin beizupflichten, wenn sie darauf besteht, dass es allein in ihrem Ermessen liege zu entscheiden, ob und wann ihr Sohn über seinen Vater aufgeklärt werden soll. Das Gesagte gilt umso mehr für die vorinstanzliche (Eventual-) Erwägung, wonach eine professionelle Aufklärung auch unabhängig vom Ausgang der Frage nach einem allfälligen Besuchsrecht für C.s nachhaltige Persönlichkeitsentwicklung "sehr wertvoll" sei. Für eine derart vom persönlichen Verkehr entkoppelte Weisung kommt Art. 273 Abs. 2 ZGB als gesetzliche Grundlage erst recht nicht in Frage. Zu Recht beklagt sich die Beschwerdeführerin darüber, dass sich die Weisung, C. von der KJP W. über seinen Vater aufklären zu lassen, nicht mit Art. 273 Abs. 2 ZGB verträglich ist. Insofern erweist sich die Beschwerde als begründet.

3.4.2. Zu prüfen bleibt, ob sich die umstrittene Weisung stattdessen auf Art. 307 Abs. 3 ZGB stützen lässt. Wie gesehen, kommt eine Weisung gemäss dieser Vorschrift nur in Frage, wenn das Wohl des Kindes gefährdet ist und die Eltern nicht von sich aus für Abhilfe sorgen oder dazu ausserstande sind (Art. 307 Abs. 1 ZGB; s. oben E. 3.3.1). Bezüglich der Voraussetzung des Kindeswohls schlägt das Kantonsgericht aber schon von Anfang an den falschen Weg ein: Es stellt sich im Ausgangspunkt die Frage, ob C.s Aufklärung über seinen Vater - also die Weisung *selbst* - eine Kindeswohlgefährdung darstellt, zählt ausführlich die Gründe auf, weshalb die der Beschwerdeführerin befohlene Massnahme für C. sinnvoll und wertvoll sei, und kommt dann zum Schluss, dass die professionelle Aufklärung zum jetzigen Zeitpunkt der Wahrung von C.s Wohl diene (s. oben E. 3.1). **Mit dieser Vorgehensweise bringt das Kantonsgericht bundesrechtswidrig die Rechtsfolge - die Massnahme, mit der die Kindesschutzbehörde auf eine Gefährdungslage reagiert - und den Tatbestand - die Gefährdung des Kindeswohls als gesetzliche Voraussetzung für behördliches Einschreiten - durcheinander.**

Auf der Strecke bleibt dabei die eigentliche Ausgangsfrage, inwiefern C.s Wohl gefährdet ist, wenn es beim Status quo bleibt, das Kind also (bis auf Weiteres) nichts über seinen Vater und dessen Vorgeschichte weiss. Diesbezüglich sind dem angefochtenen Entscheid kaum konkrete Tatsachenfeststellungen zu entnehmen. Das Kantonsgericht begnügt sich im Wesentlichen mit der Befürchtung, dass sich C. ohne die angeordnete Aufklärung kein eigenes Bild von seinem Vater machen und nicht selbst über den Aufbau einer Beziehung zum Vater entscheiden könne bzw. mangels Hilfe von neutraler Seite daran gehindert werde, sich mit seiner eigenen Identität zu beschäftigen. Daraus folgert es, dass eine Zementierung der Vorstellung vom Beschwerdegegner als eines "behinderten Psychopathen" nicht im "langfristigen Kindeswohl" stehe. Woher das Kantonsgericht weiss, welches Bild C. heute von seinem Vater tatsächlich hat, bleibt bei alledem im Dunkeln. Auch tatsächliche Feststellungen zur Frage, weshalb der Bub, der im Urteilszeitpunkt rund zehnjährig war, gerade jetzt die Wahrheit über seinen Vater erfahren muss, lässt der angefochtene Entscheid vermissen. Das Kantonsgericht konstatiert zwar, dass C. "im Hinblick auf die sich stellenden Fragen" nicht urteilsfähig

sei, also nicht selbst beurteilen könne, ob er mehr über seinen Vater erfahren will, als er von der Beschwerdeführerin weiss. Diese Feststellung widerspiegelt abermals die falsche Annahme des Kantonsgerichts, dass hier zu prüfen ist, ob die per Weisung befohlene Aufklärung eine Kindeswohlgefährdung darstellt.

Mit Blick auf den Tatbestand der Kindeswohlgefährdung wäre in einem ersten Schritt vielmehr zu prüfen, ob der Knabe überhaupt schon die Reife erreicht hat, die eine Konfrontation mit den Gründen für die Inhaftierung seines Vaters und eine Auseinandersetzung mit diesen Fakten voraussetzt. Solange dies nicht der Fall ist, kann der Verzicht auf die Aufklärung auch nicht als Kindeswohlgefährdung erscheinen. Dies zu thematisieren, hält das Kantonsgericht ungeachtet der entsprechenden Vorbringen in der kantonalen Beschwerde jedoch nicht für erforderlich. Ohne konkrete Erklärungen unterstellt es stillschweigend, dass der richtige Zeitpunkt gekommen sei, um C. die Wahrheit über seinen Vater zu eröffnen. Zur Begründung weist es darauf hin, dass C. früher oder später ohnehin mit seiner Abstammung konfrontiert sein werde und diese Konfrontation mit einem jetzigen Aufklärungsverzicht lediglich aufgeschoben würde. Allein solch abstrakte Überlegungen können konkrete Feststellungen zu C.s persönlicher Situation nicht ersetzen. Zu Recht beklagt sich die Beschwerdeführerin darüber, dass das Kantonsgericht den Sachverhalt unvollständig abkläre und sich über ihre Einwände hinwegsetze, wonach C. zu jung und angesichts seiner gegenwärtigen Situation nicht bereit für eine Aufklärung sei. Nachdem das Bundesgericht selbst kein Beweisverfahren durchführt, sondern gestützt auf den vorinstanzlich festgestellten Sachverhalt entscheidet (Art. 105 Abs. 1 BGG; s. oben E. 2), wäre die Sache an sich zur Vervollständigung des Sachverhalts und zu neuem Entscheid an das Kantonsgericht oder an die KESB zurückzuweisen. Wie die nachfolgenden Erwägungen zeigen, erübrigt sich ein solches Vorgehen aber im konkreten Fall.

3.4.3. Selbst wenn in C.s (fortdauernder) Unkenntnis der Geschichte seines Vaters eine Gefährdung des Kindeswohls zu erblicken wäre, stände der umstrittenen Weisung jedenfalls der Grundsatz der Verhältnismässigkeit im Weg. Ausgehend von seiner falschen Vorgehensweise (E. 3.4.2) äussert sich das Kantonsgericht gar nicht erst zur Frage, ob der Eingriff in die privaten elterlichen Erziehungs- und Entscheidungsrechte (Art. 301 Abs. 1 ZGB), den die umstrittene Weisung für die Beschwerdeführerin bedeutet, im beschriebenen Sinn geeignet, erforderlich und zumutbar ist, um der (vermeintlichen) Gefährdung von C.s Wohl zu begegnen. Diesbezüglich ist in Erinnerung zu rufen, dass die Weisung an die Beschwerdeführerin vor dem Hintergrund des Gesuchs des Beschwerdegegners erging, mit seinem Sohn Kontakt aufzunehmen, und dass sich die Beschwerdeführerin diesem Gesuch widersetzt (s. Sachverhalt Bst. C.a). Weshalb die Kindesschutzbehörde in dieser Situation geradezu zwingend darauf angewiesen sein soll, die Aufklärung des Kindes durch die Beschwerdeführerin zu veranlassen, ist dem angefochtenen Entscheid nicht zu entnehmen und auch nicht ersichtlich: Ist die Kindesschutzbehörde - wie hier - mit einem Antrag auf Regelung des persönlichen Verkehrs (Art. 273 Abs. 3 ZGB) befasst, so ist sie kraft ihrer gesetzlichen Pflicht zur Erforschung des Sachverhalts (Art. 275 Abs. 1 i.V.m. Art. 314 Abs. 1 und Art. 446 Abs. 1 ZGB) dafür verantwortlich, mit Blick auf die Beurteilung dieses Begehrens von Amtes wegen in eigener Regie alle erforderlichen Abklärungen zu treffen. Dazu zählt auch die behördliche Pflicht, gegebenenfalls (s. E. 3.4.2) die fachmännische Aufklärung des Kindes durch eine Drittperson oder eine entsprechende Begutachtung zu veranlassen (Art. 275 Abs. 1 i.V.m. Art. 314a Abs. 1 und Art. 446 Abs. 2 ZGB; vgl. oben E. 1.2). Allein mit der umstrittenen Weisung an die Beschwerdeführerin ist dies hier aber nicht geschehen.

Die Kindesschutzbehörde begnügt sich damit, die Beschwerdeführerin zur Vereinbarung eines Termins aufzufordern und die KJP W. um Mitteilung zu ersuchen, falls die Beschwerdeführerin der Weisung nicht Folge leistet (s. Sachverhalt Bst. C.c). Mit dieser Anordnung übersieht sie indes, dass Ärztinnen und Ärzte genauso wie Psychologinnen und Psychologen aufgrund ihres Berufsgeheimnisses (Art. 321 StGB) ohne Einwilligung des Klienten bzw. dessen gesetzlichen Vertreters - hier der Beschwerdeführerin (Art. 304 Abs. 1 ZGB) - oder behördliche Entbindung vom Berufsgeheimnis Dritten gegenüber nicht einmal die Tatsache erwähnen dürfen, dass ihr Klient bei ihnen in ärztlicher oder psychologischer Behandlung ist. Dasselbe gilt mit Bezug auf die Frage, wie

die angeordnete Aufklärung über den Vater allenfalls verlaufen ist. Ob die Kindesschutzbehörde darüber in Kenntnis gesetzt werden soll, bleibt ungewiss; davon, dass die KJP W. ihr über den Verlauf und das Ergebnis von C.s Konsultationen Auskunft zu geben oder Bericht zu erstatten hätte (und gegebenenfalls gestützt auf welche rechtliche Grundlage), ist im Entscheid vom 19. Oktober 2022 jedenfalls nirgends die Rede. Im Übrigen würde eine Involvierung von C. - in welcher Form auch immer - zunächst voraussetzen, dass die Aufnahme persönlicher Kontakte von der Situation des Vaters her überhaupt in Frage kommt. Solange Letzteres zumindest vom Grundsatz her nicht als gesichert gelten kann, bedarf es mit Blick auf das Kindeswohl keines behördlichen Eingriffs in die Elternrechte der Mutter (vgl. oben E. 3.4.1). In dieser Hinsicht finden sich im angefochtenen Entscheid keinerlei Anhaltspunkte. Auch unter diesem Blickwinkel wäre die umstrittene Weisung an die Beschwerdeführerin jedenfalls nicht erforderlich, um der beschriebenen (mutmasslichen) Gefährdung von C.s Wohl vorzubeugen.

Die elterliche Mitwirkungspflicht, an die das Kantonsgericht die Beschwerdeführerin - wenn auch ohne Hinweis auf eine entsprechende gesetzliche Vorschrift - ermahnt, bedeutet nicht, dass die Kindesschutzbehörde die Erarbeitung von Tatsachen, die sie mit Blick auf die Beurteilung des Gesuchs um Regelung des persönlichen Verkehrs (Art. 273 Abs. 3 ZGB) als erheblich erachtet, an den andern Elternteil delegieren darf, der in der fraglichen Streitsache als Prozessgegner auftritt und im konkreten Fall - angesichts der vom Beschwerdegegner an C.s Halbschwester verübten Sexualstraftaten - gerade bezüglich der fraglichen Weisung in einem gravierenden Interessenkonflikt steht. Unter den gegebenen Umständen geht die behördliche Einmischung in die Ausübung der Elternrechte über das hinaus, was vernünftigerweise von der Beschwerdeführerin zu tolerieren verlangt werden kann. In diesem Sinne erschiene auch die Zumutbarkeit des Eingriffs ernsthaft in Frage gestellt. Nichts anderes gilt für die vorinstanzliche Überlegung, wonach C. auch unabhängig vom Besuchsrechtsstreit von einer professionellen Aufklärung profitieren würde. Wie die vorigen Erwägungen zeigen, erweist sich die Rüge der Beschwerdeführerin, dass der behördliche Eingriff unverhältnismässig sei, als begründet.

4.

Die Beschwerde ist also gutzuheissen. Das Urteil des Kantonsgerichts ist zu kassieren und die Ziffern 1 und 2 der Weisung der KESB U. sind aufzuheben. Zwar unterliegt der Beschwerdegegner bei diesem Ausgang des Verfahrens. Nachdem er sich aber weder im vorinstanzlichen noch im hiesigen Verfahren vernehmen liess (s. Sachverhalt Bst. D und E.b), sind ihm im bundesgerichtlichen Verfahren praxisgemäss keine Prozesskosten aufzuerlegen (s. Urteile 5A_494/2015 vom 18. Januar 2016 E. 5 mit Hinweis; 4A_237/2013 vom 8. Juli 2013 E. 5). Entsprechend verzichtet das Bundesgericht darauf, Gerichtskosten zu erheben (Art. 66 Abs. 1 Satz 2 BGG). Der Anwältin der Beschwerdeführerin ist aus der Bundesgerichtskasse eine Entschädigung auszurichten. Insofern kann dem Gesuch der Beschwerdeführerin um unentgeltliche Rechtspflege für das bundesgerichtliche Verfahren entsprochen werden (Art. 64 Abs. 2 BGG; Art. 10 des Reglements über die Parteientschädigung und die Entschädigung für die amtliche Vertretung im Verfahren vor dem Bundesgericht vom 31. März 2006, SR 173.110.210.3; **BGE 122 I 322** E. 3d). Im Übrigen ist das Gesuch gegenstandslos geworden.

Demnach erkennt das Bundesgericht:

1.

Die Beschwerde wird gutgeheissen. Das Urteil des Kantonsgerichts Basel-Landschaft, Abteilung Verfassungs- und Verwaltungsrecht, vom 15. März 2023 wird aufgehoben. Die Ziffern 1 und 2 des Entscheids der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde U. vom 19. Oktober 2022 werden aufgehoben.

2.

Das Gesuch der Beschwerdeführerin um unentgeltliche Rechtspflege für das bundesgerichtliche Verfahren wird gutgeheissen, soweit es nicht gegenstandslos geworden ist, und es wird der Beschwerdeführerin Advokatin Isabelle Achermann als unentgeltliche Rechtsbeiständin beigegeben.

3.

Es werden keine Gerichtskosten erhoben und keine Parteientschädigungen zugesprochen.

4.

Advokatin Isabelle Achermann wird aus der Bundesgerichtskasse mit Fr. 4'000.-- entschädigt.

5.

Die Sache wird zur Neuverlegung der Kosten des kantonalen Verfahren an die Vorinstanz zurückgewiesen.

6.

Dieses Urteil wird den Parteien, der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde U., dem Kantonsgericht Basel-Landschaft, Abteilung Verfassungs- und Verwaltungsrecht, und der Kinder- und Jugendpsychiatrie W., Dr. med. E., mitgeteilt.

Lausanne, 21. November 2023

Im Namen der II. zivilrechtlichen Abteilung
des Schweizerischen Bundesgerichts

Der Präsident: Herrmann

Der Gerichtsschreiber: Monn